

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co., 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co.
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 10	» » » »
3 0/0 amortiss. .	81 70	» » » »
4 1/2 0/0 1883 .	109 35	» » » »
Cons. anglais .	100 1/4	1/8 » » »
Italie .	96 20	» » » »
Flor. autric. (or).	88 1/4	» » » »
Esp. Extér. nouv.	56 1/8	» » 3/16
Egyptien 6 0/0 .	330 »	2 50 » » »
Ch. Egyptiens .	435 »	3 75 » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 50	» » 15 » » »
Banque ottomane	503 75	2 50 » » »

PARIS, 29 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

ATTENTAT

contre M. de Freycinet

M. de Freycinet revenait du conseil de cabinet qui a été tenu, comme on sait, au ministère de la justice; il descendait le pont de la Concorde et se trouvait à proximité du quai d'Orsay, quand un individu, âgé d'une cinquantaine d'années et assez proprement vêtu, s'est approché et a tiré un coup de feu sur la voiture.
 MM. Moreau, lieutenant de vaisseau, et Josse, capitaine d'artillerie, qui passaient au même moment, ont arrêté l'individu et l'ont remis entre les mains des agents qui se trouvaient à la tête du pont.
 M. le ministre des affaires étrangères n'a pas été atteint.

INTÉRIEUR

S. M. l'Impératrice Eugénie, revenant de son voyage à Venise, a touché barre à Paris avant de se rendre à Farnborough.

M. de Freycinet a expédié hier à M. le marquis de Noailles, notre ambassadeur à Constantinople, des instructions détaillées relatives à la future Conférence.
 On peut donc considérer la réunion de cette Conférence comme très prochaine.

La présence à Paris de M. Lefèvre de Réhaine, ambassadeur de France près le Vatican, ne résulte pas, comme on l'a dit, d'un congé.

Ce diplomate a été spécialement mandaté par le ministre des affaires étrangères pour conférer au sujet des relations entre la France et le Saint-Siège.

M. Lefèvre de Réhaine repartira dans quelques jours pour son poste.

Une rencontre à l'épée a eu lieu hier entre M. Assolotin, rédacteur au Progrès du Nord, et M. Arnold, lieutenant d'état-major. Après plusieurs passes, M. Assolotin a été blessé à la main.

Les témoins ont déclaré l'honneur satisfait. Le duel avait été motivé par une discussion d'ordre privé.

Une dépêche de Lille annonce que M. Le Roy, député du Nord, est tombé gravement malade.

Toulon, 29 octobre.

On annonce officiellement la démission de M. Dutasta, maire de Toulon, et de onze conseillers municipaux.

La Circonde est arrivée hier à Alger, venant du Tong-King et ayant à son bord le lieutenant-colonel Herbingier.

Au moment où nous mettons sous presse, Taieb-bey, frère du régent de Tunis, est reçu par le ministre de l'Intérieur.

Les combinaisons les plus fantaisistes sont mises en avant relativement à des modifications ministérielles. On annonce que tel ou tel membre du Parlement doit recevoir tel ou tel portefeuille. Toutes ces nouvelles sont purement conjectures.

Nous croyons savoir qu'aucune modification ne sera faite avant le mois de janvier, que les portefeuilles de l'agriculture et du commerce seront confiés aux intérimaires. Ce ne sera probablement qu'au mois de janvier, après le renouvellement des pouvoirs du président de la République, que tout le cabinet reprendra sa destination et qu'il sera procédé à la reconstitution du ministère.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, au ministère de la justice, sous la présidence de M. Henri Brisson.

Le conseil, qui a duré fort longtemps, a été exclusivement consacré à l'étude des questions qui pourront se présenter au début de la législature sous forme d'interpellations, de questions au gouvernement.

Les ministres ont arrêté les termes des déclarations qui devront être faites au nom du cabinet aux divers orateurs qui prendront la parole.

M. Pierre Legrand, ministre du commerce, démissionnaire, a entretenu ses collègues de la situation ouverte dans le Rhône. Le cabinet a décidé d'autoriser une tombola qui permettrait de soulager les misères des classes indigentes et qui se trouverait sans travail.

La dernière partie du conseil a été employée à l'examen de la politique financière qui devra être suivie.

Le ministre de l'Intérieur a informé ses collègues qu'il avait l'intention d'interdire l'ouverture d'un cabaret à l'abbaye de Thélème, en vertu des articles du code pénal. Il a ajouté qu'il ne se croyait pas autorisé à opérer la fermeture de la taverne du Bagne.

On a prêté au gouvernement, à la suite

du conseil de mardi, l'intention de présenter à la rentrée différents projets d'ordre financier, tels qu'émission d'un emprunt, constitution d'une nouvelle assiette de l'impôt. Le gouvernement fait déclarer que tous les bruits qui ont couru à ce sujet sont inexacts.

En Orient

Constantinople, 28 octobre.

Le marquis de Noailles a dîné aujourd'hui au palais avec le sultan.

On télégraphie de Berlin, au Daily News :

Le marquis de Salisbury renonce à toute opposition au rétablissement du statu quo ante dans la Presqu'île des Balkans. L'ambassadeur britannique à Constantinople a reçu l'ordre d'appuyer sans réserves l'action des trois empires.

Saint-Petersbourg, 28 octobre.

Toutes les puissances ont adhéré en principe à la conférence. Les adhésions sont arrivées à Constantinople. La réunion de la conférence semble donc certaine; mais, contrairement aux assertions des journaux, aucune date n'est fixée pour cette réunion; quelques puissances réservent expressément leur liberté d'action.

Le statu quo ante semble maintenant admis par toutes les puissances comme le point de départ des délibérations.

EXTÉRIEUR

Londres, 29 octobre.

Le Standard apprend que le comte de Munster a reçu l'ordre de se rendre immédiatement à Paris, pour y prendre possession de son poste d'ambassadeur d'Allemagne.

Londres, 29 octobre.

On mande de Calcutta au Daily News, le 28 octobre :

« Le bruit court, à Rangoon, que le fort Minhla a fait feu sur le steamer Doucou, qui avait des Européens à bord. »

Alexandrie, 29 octobre.

Sir Dr. Wolff est arrivé ce matin.

Rome, 29 octobre.

On lit dans le Popolo romano :

« Nous répétons, en toute sûreté, que tout ce qui se dit au sujet des ambassades de Vienne ou de Paris, qui seraient offertes à tel ou tel personnage politique, est purement imaginaire. »

INFORMATIONS

Chacun sait qu'il existe à l'Hôtel de Ville de Paris un magnifique appartement destiné au préfet de la Seine.

Mais le conseil municipal n'entend pas que M. Poibelle en prenne possession, de telle sorte que l'homme aux boîtes continue à demeurer au pavillon de Flore où, du reste, les appartements sont fort logeables.

Pendant combien de temps cette situation se prolongera-t-elle?

Pendant peu de temps, nous assure-t-on; car, sur l'initiative des députés de Paris, la question doit être prochainement soulevée devant les Chambres.

M. Patenôtre, notre ex-envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Chine, s'est embarqué à Shanghai, le 16 octobre courant, pour revenir directement en France.

Il ramène avec lui son jeune frère qui avait été attaché comme troisième secrétaire à notre légation à Pékin.

Le rapport de M. Patenôtre est ce que l'on peut appeler un rapport d'office; c'est sur l'ordre formel du ministre des affaires étrangères, en effet, qu'il a dû remettre le service entre les mains de M. Cogordan.

D'aucuns prétendent que celui-ci ne fera que passer en Chine, et que notre futur ministre dans le Céleste-Empire n'est autre que M. Bourée.

Singulier jeu de bascule!

Nous le savons bien que l'alliance conclue au lendemain du 4 octobre entre les différents groupes du parti républicain n'aurait qu'une existence éphémère.

Tant qu'il ne s'est agi que d'envoyer à la Chambre une majorité destinée à sauver le régime, mis en péril par le succès des conservateurs, on a pu s'entendre.

Mais aujourd'hui que le danger est conjuré, le vieux levain de haine qui fermentait dans le cœur des opportunistes et des radicaux rend l'entente difficile à établir, et la tentative de M. Lockroy est demeurée sans résultat.

Les élections ont réussi à constituer une majorité républicaine; mais ce qu'il faut obtenir maintenant, c'est la majorité de gouvernement, et c'est là que viendront échouer les efforts non seulement de M. Lockroy, mais aussi de tous ceux qui, comme lui, poursuivront la chimère de la concentration des forces républicaines.

Pour créer l'unité du parti républicain dans le Parlement, il faudrait qu'il y ait dans les programmes des députés une unité, et il n'est point le cas. Allez donc élus. Or, MM. Passy, Fiequet, etc., ont des idées différentes sur la question de la concentration des forces républicaines.

La nécessité de se compter permettra peut-être au ministre Brissson de se maintenir quelques semaines pendant la vérification des pouvoirs, mais la lutte

des ambitions, la rivalité des personnes et l'unanimité des appétits auront bientôt raison de cette fragile union.

Constituer un gouvernement fort et durable est, paraît-il, le désir des députés républicains récemment élus. Ce désir est d'autant plus naturel chez eux que la République leur semble sans doute moins forte et moins durable que jamais. Mais si l'exprimer est facile, le réaliser l'est beaucoup moins. Depuis bientôt quinze ans que le gouvernement de la France porte l'étiquette républicaine, nous avons bien souvent entendu parler de la nécessité de consolider la République. Cette consolidation que n'ont pu obtenir les républicains, alors que leurs adversaires étaient réduits à l'impuissance, espèrent-ils y réussir aujourd'hui qu'ils ont devant eux le parti conservateur représenté à la Chambre par plus de deux cents députés et soutenus par le vote de plus de trois millions et demi d'électeurs? C'est peu probable!

M. Lockroy fait un appel désespéré à ses coreligionnaires politiques : cela dénote chez lui un sentiment très exact des dangers qui menacent la République; mais il est dans les traditions du parti républicain que les divisions y soient profondes et les haines tenaces et toute l'éloquence du député de la Seine n'y changera rien!

POLITIQUE

DE LA TORCHE ET DU POIGNARD

Jusqu'ici, les républicains sont d'accord sur trois points. Ils sont résolus à destituer tous les fonctionnaires qui n'ont pas pourvu de doubles fonds les urnes électorales, à invalider les pouvoirs d'un certain nombre de députés de la droite et à réorganiser les clubs, sur le modèle à eux légué par les conventionnels de 1793.

C'est de cette dernière besogne qu'ils sont présentement le plus occupés. Il est vraisemblable qu'elle les conduira loin, beaucoup plus loin que la plupart d'entre eux ne le supposent; mais ils tiennent tout pour certain qu'on ne saurait trop tôt l'accomplir. L'impression d'orgueil qu'ils ont éprouvée le 4 octobre n'est pas encore dissipée. Le pays pourrait se soulever tout à fait contre leur politique, secouer le joug dégradant qu'ils lui ont imposé; il faut l'en empêcher, lui interdire toute manifestation sincère de sa volonté, l'enlancer dans le réseau serré des influences terroristes, en établissant, d'abord dans chaque canton et ensuite dans chaque commune, un comité de dénonciation, un centre permanent de basse, jalouse et vigilante tyrannie.

Les modérés du Temps, les doctrinaires de la République française, les radicaux de la Justice, les forcenés du Cri du Peuple jugent également qu'il n'y a pas d'œuvre plus urgente. Il est sûr que la République ne pouvant désormais prolonger son agonie qu'en précipitant la société française dans le sang des guerres civiles, c'est là le plus court moyen d'atteindre à cette décisive extrémité.

L'organisation des clubs en 1792 a seule rendu la Terreur possible et elle a fait vivre la République jusqu'au coup d'Etat de Brumaire. Mais, à quel prix! Il faut lire les Mémoires des personnages qui eurent le malheur de vivre en ces temps troublés pour s'en rendre compte. C'est grâce à l'organisation des clubs de district — autrement dit des clubs cantonaux — que la sécurité sociale n'exista plus pour personne en France après 1792; ce furent les clubistes qui mirent les têtes à prix, qui traquèrent les suspects dans leurs retraites, qui désignèrent les châteaux à piller et qui de leurs mains brûlèrent ou démolirent ces demeures d'aristocrates. Le brigandage s'étendit bientôt comme une lèpre rongeante sur toute la surface du pays; les vengeances privées et les crimes domestiques prirent le masque de la fureur politique et créèrent cet état social dégradant où la nation tout entière n'était gouvernée que par la peur.

C'est là qu'on veut nous ramener, prouvant une fois de plus que l'histoire de la République en France n'est qu'une répétition des mêmes actes.

Les gros bourgeois de la République française et du Temps, qui ont pourtant des châteaux aussi exposés au feu que nos modestes maisons de réactionnaires, s'étendent aujourd'hui tout à fait complaisamment sur la manière dont ces clubs vont fonctionner et sur ce qu'en attendent les profonds politiques qui les réorganisent.

Une loi, modifiant celle qui régit actuellement les associations de plus de vingt personnes, sera votée, qui permettra d'établir une association républicaine permanente — lisez un club — premièrement dans chaque canton, finalement dans chaque commune. On ne nous dit pas si cette loi confèrera les bénéfices de la personnalité civile à chacune de ces associations; mais cela est infiniment probable. la paroisse jacobine sera créée et probablement, par voie de corollaire, la paroisse catholique détruite. Puis, les clubs communaux auront la faculté de se fédérer entre eux, de correspondre et ils suivront une politique commune, qui aboutira fatalement à asservir les fonctionnaires, à faire d'eux les instruments des passions et des intérêts personnels.

Comme moyen d'exercice de la tyrannie, il faut convenir que l'on n'a pas

trouvé mieux que cette invention des jacobins de 1792. Mais le poète latin l'a dit : Nil prodest quod non laedere possit idem.

Toute chose qui sert à son côté dangereux. Le danger de la réorganisation des clubs, au point de vue républicain, est qu'elle permettra l'organisation des clubs conservateurs. Ces associations, elles aussi, seront permanentes. Si on accorde le bénéfice de la personnalité civile aux clubs républicains, comment le refusera-t-on aux clubs impérialistes ou royalistes? Ferait-on même une exception en faveur des premiers et interdirait-on les autres : on ne proscrireait que l'étiquette. Le fameux club des Clichyens ne se proclama jamais monarchiste; il fit pourtant de la politique monarchique.

Il faudra donc, n'en déplaise aux autoritaires du parti dominant, souffrir la contradiction, laisser s'établir et fonctionner l'association conservatrice à côté de l'association républicaine. C'est précisément cette coexistence, cette juxtaposition qui, créant des antagonismes permanents jusque dans les centres de population les plus infimes, amèneront très promptement les excès et feront couler le sang.

C'est donc la politique du poignard et de la torche que les républicains inaugureront. Nous savions d'avance qu'ils y viendraient. Mais il nous paraît indispensable de noter l'heure où ils franchissent ce pas décisif et de les avertir une dernière fois, en vertu des précédents, que la torche, une fois allumée, ne respectera pas leur demeure plus que les nôtres, et que le poignard que les sicaires aiguillent déjà contre nous pourra s'attacher à leur peau.

La feuille officieuse, le Soir, lance le ballon d'essai que voici :

« Il est possible, assure-t-on, que M. Ribot soit candidat dans le département d'Ille-et-Vilaine, en remplacement de M. de Lariboisière, le député républicain qui vient de donner sa démission. »

Comme tout est possible en République, il est très possible, en effet, que le gouvernement veuille repêcher M. Ribot, et, ma foi! Ribot manque à la majorité républicaine. N'est-il pas la personnification du centre gauche? — défunt centre gauche. — Dans ce cas, pourquoi ce fantôme ne reparaitrait-il pas, impuissant et incolore, flottant comme une ombre, il ferait bien comme trait d'union entre Basly et Lockroy, entre Clémenceau et Allain-Targé, entre Rochefort et Brisson, entre Camelinat et Freycinet, accueilli par chacun d'eux et repoussé par tous? Clair de lune de M. Dufaure, M. Ribot est un peu plus que rien et un peu moins que quelque chose. Les électeurs d'Ille-et-Vilaine permettront-ils qu'on leur impose cette médiocrité prétentieuse et loquace? Nous avons trop bonne opinion d'eux pour redouter cette mystification du suffrage universel.

LES LOIS RÉPUBLICAINES

Nous avons publié sans commentaires hier, en Dernières Nouvelles, une communication officieuse de l'agence Havas à propos de cette immonde brasserie qui devait s'ouvrir sous le titre d'Abbaye de Thélème. Il importe d'y revenir.

Voici comment débute cette note :

A propos de la polémique qui s'est engagée entre divers journaux au sujet de l'ouverture de certains cafés, cabarets et débits de boissons, il est bon de rappeler que la loi du 17 juillet 1880 a abrogé le décret du 29 décembre 1851.

Aux termes de cette loi, la permission préalable de l'autorité administrative n'est plus nécessaire pour ouvrir des établissements de cette nature. Il suffit de faire la déclaration prescrite par l'article 2.

Eh! nous le savons bien! et c'est justement contre cette loi que nous protestons, loi immorale et criminelle comme la plupart des lois républicaines, en ce qu'elle ouvre toutes grandes les portes à la licence, ou à la haine des citoyens les uns contre les autres, comme les faits le démontrent chaque jour.

Loi immorale et criminelle, voire loi sur les syndicats, qui a mis les patrons à la merci des ouvriers et qui a permis d'élever la crise de notre industrie à la hauteur d'un principe!

Loi immorale et criminelle, voire loi sur les commissions scolaires, qui fait le père de famille l'esclave de quelques sectaires aussi féroces qu'ignorants!

Loi immorale et criminelle, voire loi sur l'enseignement laïque, qui asservit les consciences et fait de l'athéisme une doctrine gouvernementale!

Loi immorale et bête, voire loi qui laisse au préfet le droit de laïciser les écoles, les hospices, les cimetières!

Loi immorale et criminelle, enfin, voire loi du 17 juillet 1880, qui permet de transformer les cabarets en lupanars et met la corruption à la portée de tous les âges!

Le roi de Serbie comprendrait-il enfin ce que son attitude, depuis l'incident du 18 septembre, avait de ridicule pour lui et de dangereux pour la paix de l'Europe?

Nous serions tenté de le croire en lisant la note qu'il vient d'adresser aux puissances, en réponse à la déclaration collective, sur laquelle étaient tombés d'accord les représentants des Etats signataires du traité de Berlin réunis à Constantinople. Cette note, rédigée en termes très modérés, reconnaît la nécessité de maintenir le statu quo dans sa

pleine intégralité et dans le fond et dans la forme; elle va jusqu'à demander que la légitime autorité du sultan soit non seulement rétablie, mais encore raffermie en Roumélie!

On ne peut exprimer en termes plus nets une idée plus raisonnable ni plus conforme à la justice.

D'où vient cette subite métamorphose? Comment la lumière s'est-elle faite tout à coup dans l'esprit de ce prince?

Quelques sages conseils venus de Vienne ne sont sans doute point étrangers à cette conversion. Et puis :

Pour grands que sont les rois, ils sont ce que nous sommes, et peuvent se... haïr comme les autres hommes.

Ne pouvant agrandir son territoire, le roi Milan eût été désolé de voir son voisin de Bulgarie arrondir ses Etats; et plutôt que d'assister à un pareil spectacle, il préfère voir rétablir et affermir en Roumélie l'autorité du sultan!

L'Europe, pas plus que la Turquie, ne sera dupe des protestations de dévouement du roi de Serbie.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 29 OCTOBRE
 En France, le temps reste à averses surtout dans le Nord et l'Est.

Hier, à Paris, il y a eu de nombreuses averses; l'une d'elles, vers quatre heures du soir, a été accompagnée d'grêle.

La crue de la Seine, attendue probablement samedi, au pont d'Austerlitz, la cote de 2m 15.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANGHE. — Vent d'entre O. et N. fort à très fort; mer grosse.

Océan. — Vent d'entre O. et N. modéré à fort; mer houleuse.

MÉDITERRANÉE. — Vent d'entre O. et N. modéré à fort; mer agitée.

Aujourd'hui, 29 octobre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin.....	+ 6 5/8
A onze heures du matin.....	+ 9 5/8
A deux heures du soir.....	+ 10 5/8
Température la plus basse de la nuit.....	+ 4 1/8

Le baromètre est à 754 millimètres 5.

Mardi dernier, S. A. I. le Prince Victor-Napoléon est allé chasser à Herblay, chez M. Soufflot, petit-fils de l'architecte du Panthéon.

Engagé en 1810, à l'âge de dix-sept ans, M. Soufflot, devenu officier dix-huit mois plus tard, était décoré en 1813 après avoir été mis à l'ordre du jour de l'armée pour la prise d'un drapeau. Il fit partie de l'escorte de l'Empereur pendant la retraite de Russie, et fut, en 1815, capitaine-lieutenant en 1^{er} dans les lanciers rouges de la garde.

Le Prince a été heureux de pouvoir donner un témoignage de sa sympathie à l'un des derniers compagnons d'armes de son grand oncle.

La Reine a quitté l'ambassade à six heures.

Les obsèques de Mme Achille Jubinal, dont nous avons annoncé hier la mort, ont eu lieu aujourd'hui, à midi, en l'église de la Madeleine.

L'entrée de la maison mortuaire, 8, rue Boudreau, avait été convertie en chapelle ardente. De nombreux bouquets et couronnes en fleurs naturelles couvraient le cercueil.

L'église de la Madeleine était entièrement tendue de draperies noires. Au centre de la nef s'élevait un catafalque à l'initiale de la défunte.

Le deuil était conduit par M. Georges Hurry, gendre, et par M. le docteur Paris, oncle de Mme Jubinal.

Parmi les assistants nous citerons MM. Bonaparte-Wyse, Jolibois, Casimir Mayran, Ambroise Thomas, Auguste Vitu, Delapalme, C. Oppenheim, baron Massy, Paul Deschanel, Golschmidt, F. de Montecove, Clément de Royer, baron Imbert de Saint-Amand, Gerdebat, comte de la Sizeranne, marquis de Forbin-Janson, Marbeau, etc.

La messe, chantée par la maîtrise de la paroisse, a été dite par M. l'abbé Pluquet et l'absoute donnée par M. l'abbé Valette, premier vicaire.

Le cortège s'est ensuite dirigé vers le cimetière Montmartre où a eu lieu l'inhumation.

Quel vent de fausses nouvelles souffle donc boulevard des Italiens? Le Gaulois avait, paraît-il, annoncé que, questionné à la dernière réception du quai d'Orsay sur un des sujets qui préoccupent l'attention en France et en Europe, M. de Freycinet aurait dit, de façon à être entendu d'un certain nombre de membres du corps diplomatique, que le gouvernement ne songeait pour le moment à prendre aucune mesure d'exception contre les princes appartenant aux familles qui ont régné en France.

L'Événement, qui paraît être dans le

secret des dieux, dit que cette nouvelle est inexacte.

Mais alors!... ce démenti devient grave. Si M. de Freycinet n'a pas tenu le propos que lui prête le Gaulois, c'est que l'on veut expulser les princes.

Autre démenti :

Le Gaulois avait annoncé, il y a quelques jours, que M. Allain-Targé, ministre de l'Intérieur, avait fait donner à M. Brialou, ancien député du Rhône, une perception de 20,000 francs.

L'Intransigeant conteste ce matin cette nouvelle. Voilà ce qu'on peut appeler le jeu des démentis. Nous verrons s'ils sont fondés.

Toujours la série des duels électoraux : On parle d'une rencontre à l'épée qui doit avoir lieu entre M. Emmanuel Arène et un de nos confrères du Tribunal.

M. E. Arène, qui est encore en Corse, a télégraphié à deux de ses amis de vouloir bien se charger de ses intérêts.

Le vicomte Ferrand de Ginestons, qui en 1848 tua en duel Aristide Olivier, le frère de M. Emile Olivier, vient de mourir à Montpellier.

BIBLIOGRAPHIE

La Nouvelle Revue met en vente dans ses bureaux, 23, boulevard Poissonnière, la *Chinoise*, par M. Eug. Simon, ancien consul de France en Chine. Ce livre, qui a tout l'attrait d'un récit de voyage, réunit à cet attrait les qualités d'un long séjour dans le pays visité et étudié. Les mœurs de l'extrême-Orient sont racontées par M. Simon.

Il nous fait pénétrer dans les intérieurs chinois, nous fait comprendre une civilisation qu'il est utile pour nous de connaître, puisqu'elle résiste à la nôtre et il nous apprend combien les institutions de ce pays, avec le milieu et la race, enfin il nous montre quelle est l'admirable organisation agricole de la Chine.

Vient de paraître chez Alphonse Lemerre, éditeur, *Pêche mortel*, par André Theuriot. Ce roman d'observation qui contient, en même temps qu'une action très étonnante, une étude à la fois très vive et très délicate des passions de l'amour, retrouvera sûrement en librairie le grand succès qu'il a obtenu dans la *Revue des Deux-Mondes*.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 29 OCTOBRE

(1 h. 15 soir)

Matières de caoutchouc. — Calmes.

Dispon. 60 à 65. — Nov-Déc. 60 50 à 65 50.

Courant. 60 50 à 65 50. — 4 prem. 62 25 à 67 50.

Novemb. 60 50 à 65 50.

Cafés. — Calmes.

Dispon. 45 75 à 46 50. — Nov-Déc. 45 75 à 46 50.

Courant. 45 75 à 46 50. — 4 prem. 47 25 à 47 50.

Novemb. 45 75 à 46 50.

Stock. 8 375 pipes.

Circulation. 325.

Sucre. — Calmes.

Dispon. 45 12 à 45 25. — 4 oct. 45 50 à 46 50.

Courant. 45 12 à 45 25. — 4 prem. 47 87 à 48 50.

Novemb. 45 12 à 45 25.

Soyes bruts. 39 75 à 40 50.

— raffinés. 40 75 à 41 50.

Bœufs. — Calmes.

Dispon. 45 50 à 46 50. — 4 nov. 45 50 à 46 50.

Courant. 45 50 à 46 50. — 4 prem. 48 00 à 48 50.

Novemb. 45 50 à 46 50.

Circulation. 1 300.

Marque de Corbelle, 150 k, toile à rendre. 49 50.

Farine de consommation, 150 k, bl. 1^{er}. 41 50.

Avoines. — Calmes.

Dispon. 14 50 à 15 25. — 4 nov. 14 50 à 15 25.

Courant. 14 50 à 15 25. — 4 prem. 14 50 à 15 25.

Novemb. 14 50 à 15 25.

Cote officielle du 28 OCTOBRE

(Cinq heures du soir)

FARINES

Boul-Marché (150 kilos) 47 25 à 47 50.

Avoines

Solza sous ides 60 50 à 61 50.

— en tonnes 62 50 à 63 50.

— dégrainée 62 50 à 63 50.

— épurée en tonnes 63 50 à 64 50.

Ain disponible en tonnes 60 50 à 61 50.

Suifs

Frais, hors Paris 63 50 à 64 50.

Bœufs Plata 47 25 à 47 50.

Suifs en branches 47 25 à 47 50.

ALCOOLS

90 degrés l'hectolitre (nus) 47 75 à 48 25.

SUCRES

Brut, les 88 degrés 40 50 à 41 50.

— les 99 degrés 43 50 à 44 50.

Blanc type n° 3 45 50 à 46 50.

Raffiné bonne sorte 48 50 à 49 50.

— belle sorte 49 50 à 50 50.

Certificat de sortie 50 50 à 51 50.

Mélasse de fabrication 15 50 à 16 50.

— de raffinerie 15 50 à 16 50.

Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 17 au 24 octobre 47 42.

Farines Boul-Marché

Nous cotons à 12 h. 1/4 :

Livable Septembre 47 50 à 48 25.

— Octobre 47 75 à 48 50.

— Novembre-décembre 48 50 à 49 25.

— 4 de Novembre 48 50 à 49 25.

— 4 premiers mois 49 25 à 49 50.

Nous cotons à 2 heures :

Livable Septembre 47 25 à 47 50.

— Octobre 47 50 à 48 25.

— Novembre-décembre 47 75 à 48 50.

— 4 de Novembre 47 75 à 48 50.

— 4 premiers mois 48 50 à 49 25.

Nous cotons à 5 heures :

Livable Septembre 47 50 à 48 25.

— Octobre 47 75 à 48 50.

— Novembre-décembre 48 50 à 49 25.

— 4 de Novembre 48 50 à 49 25.

— 4 premiers mois 49 25 à 49 50.

MÉTALX

Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 23 octobre.

Les 100 kil. (à l'acquitté) :	
Cuivre du Chili en barres, liv. au Havre.	106 50
— sorte ordinaire.	104 50
— à l'essai.	112 50
— Best Selected.	115 50
— minerai Corococo cuivre contenu.	104 50
Elain Banca, livable au Havre ou Paris.	240 50
— Biliton.	246 50
— Détroits.	245 50
— Australie.	246 50
— anglaise, liv. au Havre ou Rouen.	240 50
Plombs, marque ordinaire, liv. au Havre.	22 50
— marque ordinaire, liv. à Paris.	22 25
Zinc de Silésie, livable au Havre.	28 50
— autres bonnes marques, liv. au Havre.	28 25
— autres bonnes marques liv. Paris.	28 25

CAFES

Les 100 kil. (à l'acquitté) :

Malabar	300 à 320
Haiti : Port-au-Prince, Jaumet et Cap	270 à 280
— Gonaïves et Saint-Marc.	280 à 290
Santos bon ordinaire.	295 à 305
Java	290 à 310
Moka	360 à 400
Néghéty-Quillon.	310 à 330
Porto-Rico.	330 à 360

PRIX-COURANT GÉNÉRAL

(Droit d'octroi non compris)

Farine de gruau.	33 à 42
— première.	28 65 à 33 75
— deuxième.	27 50 à 28 50
— bises.	18 à 19
— de seigle.	21 à 22
— de maïs.	18 à 19
— d'orge.	20 50 à 23
Blé indigène.	20 50 à 23 50
Seigle.	14 à 15
Escourgeon.	15 50 à 17 50
Orges.	17 50 à 19
Avoines noires.	17 50 à 19 75
— toutes sortes.	16 75 à 19

MARCHÉ DE LA VILLETTE

du jeudi 29 octobre 1885

Cours officiels	Aménés	Vendus	1 ^{re} Qualité	2 ^e Qualité	3 ^e Qualité	Prix extrêmes.
Bœufs.	3,057	1,058	1 56	1 40	1 18	0 8 à 1 60
Vaches.	708	700	1 50	1 42	1 08	0 8 à 1 54
Taureaux.	83	86	1 41	1 08	0 98	1 08 à 1 28
Veaux.	1,585	1 125	1 75	1 55	1 35	1 15 à 1 98
Moutons.	23 959	21 059	1 08	1 50	1 30	1 10 à 1 74
Porcs.	4,438	4,415	1 34	1 28	1 12	1 18 à 1 35

Peaux de mouton en laines 3 50 à 5 75

— demi-laines 1 50 à 3 75

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

Déclarations de faillites

Jugements du 27 octobre 1885

PAUPY, marchand de bois, rue Perier, 24, au Grand-Montrouge.

Juge-commissaire, M. Germain Thomas.

Syndic provisoire, M. Normand, 19, rue des Grands-Augustins.

DROUARD, épicerie, rue des Trois-Bornes, 9.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue St-André-des-Arts.

WEIL, marchand colporteur, rue des Laitiers, 3, à Vincennes.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Beaujeu, 14, rue Chanoinesse.

GANTOIS, menuisier, rue de Paris, 22, à Rommainville.

Juge-commissaire, M. Germain Thomas.

Syndic provisoire, M. Roucher, rue Haute-fenille, 1 bis.

HERBET, marchand de foulards, cols et cravates, rue d'Aboukir, 50, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Germain Thomas.

Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue St-André-des-Arts.

BRAUD, négociant en briques et carreaux, rue du Faubourg St-Martin, 94, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Poncelet, 12, rue Chanoinesse.

MONGENOT, charpentier, rue des Fourneaux, 214, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue St-André-des-Arts.

BEDEL, ancien marchand de vin, cité Berge, 2, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Pinet, boulevard Saint-Germain, 32.

LAMBERT, marchand de vin et liqueurs, boulevard Sébastopol, 110, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Pinet, boulevard Saint-Germain, 32.

Syndic provisoire, M. Pinet, boulevard Saint-Germain, 32.

Juge-commissaire, M. Lévy.

Syndic provisoire, M. Menaut, 51, boulevard St-Michel.

PETIT, marchand de vin, quai de Javel, 49, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Germain Thomas.

Syndic provisoire, M. Poncelet, 12, rue Chanoinesse.

PAPIN, serrurier, au Prés-St-Gervais, rue Simonot, 2, actuellement rue Charles-Nodier, 40.

Juge-commissaire, M. Lévy.

Syndic provisoire, M. Hecan, 14, rue de l'Académie-Cadémie.

BERTAUX, tapissier, r. Monsieur-le-Prince, 46.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Roucher, 46, rue St-André-des-Arts.

VOINGHET, entrepositaire de boissons, rue de Gravelle, 124, à Levallois-Perret.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Planque, 9, rue Bertin-Poirée.

HOFFSTETTER-SCHLIMKE, ayant tenu un fonds de café, place d'Anvers, 2.

Juge-commissaire, M. Germain Thomas.

Syndic provisoire, M. Planque, 9, rue Bertin-Poirée.

ANDRÉ, nourrisseur, r. des Chaulougniers, 3.

Juge-commissaire, M. Girard.

Syndic provisoire, M. Bernard, 47, rue St-André-des-Arts.

SEBASTOPOL, fabricant de meubles, rue Soanaire, 17.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ DE L'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.

Syndic provisoire, M. Morel-Thibaut.

SOCIÉTÉ D'UNION DES CARRIÈRES DE GRÈS, rue Drouot, 15.

Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.